

La triste obligation de se répéter

Marc Haentjens

Number 143, Spring 2009

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1454ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Les Éditions l'Interligne

ISSN

0227-227X (print)

1923-2381 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Haentjens, M. (2009). La triste obligation de se répéter. *Liaison*, (143), 22–23.

MARC HAENTJENS

J'AI TOUJOURS CRAINT DE ME RÉPÉTER. Je pense depuis longtemps que la répétition est une marque d'entêtement, ainsi que d'un manque d'intelligence ou de créativité. Le temps doit nous permettre d'évoluer, de découvrir nos erreurs, de clarifier nos idées. C'est le temps qui, comme le suggérait Héraclite, est la première forme du changement. Or, au moment de décider du sujet de cette chronique, l'idée m'est venue de reprendre tout simplement une chronique écrite il y a un an et demi et dont le titre, qui avait fait sourire certains (vu la limite de mes exploits à bicyclette), ne cesse effectivement de me suivre comme un mantra: «Pédaler contre le vent».

L'image que j'avais voulu exploiter alors était celle du travailleur culturel ou de l'artiste qui, tel un cycliste, voit sa passion ou son enthousiasme minés par un vent contraire. Le vent que je pointais par cette métaphore était l'attitude trop souvent méprisante des gouvernements et de certaines institutions à l'égard des arts et la culture et, plus précisément, de ceux et celles qui en sont les artisans. Je terminais tout de même sur ce commentaire optimiste: «Si l'on a assez de souffle pour pédaler encore 20 ou 30 ans, il se pourrait qu'on connaisse un jour le bonheur de sentir le vent nous pousser dans le dos...»¹.

Voilà pourtant que ce «bel optimisme» s'est trouvé dernièrement plutôt mis à mal. Après les coupes dans les programmes décrétées par le gouvernement Harper, qui ont mobilisé tout le milieu des arts et de la culture lors de

la dernière campagne fédérale (avec peu de résultats directs), toute la communauté artistique d'Ottawa se trouvait à nouveau ébranlée, en novembre dernier, par une résolution de la Ville proposant de réduire de pas moins de 54 p.100 les dépenses effectuées au chapitre des arts, de la culture et du patrimoine. Alors que le budget de la Ville d'Ottawa avoisine 2,5 milliards de dollars, c'est dans le malingre budget de la culture, haussé après de longues et mémorables revendications à près de 7,5 millions de dollars (0,3 p.100 du budget), que certains édiles municipaux croyaient pouvoir trouver une grande partie des économies nécessaires (17 p.100 du total) pour contenir l'augmentation du budget et des impôts locaux (obsession du maire et de certains conseillers).

Le coup de vent que j'avais évoqué dans ma précédente chronique est alors revenu me secouer. Comment se peut-il, pensai-je, que les arts et la culture doivent toujours être sur la brèche, qu'on ne puisse, dans ce domaine, jamais rien tenir pour acquis? Pourquoi faut-il être toujours à la merci d'une bande de politiciens myopes ou incultes? Car ce scénario absurde — et dénué même de toute logique économique — était la répétition d'une tentative identique, menée il y a à peine deux ans, et qui avait conduit, pourtant, à «sécuriser» le budget culturel de la Ville et, même, à le gratifier d'une appréciable majoration. Nous nous retrouvions donc, 24 mois plus tard, à nouveau obligés de monter au créneau, pour battre cette résolution en espérant protéger nos acquis.

La mobilisation de toute la communauté artistique (francophone et anglophone) a finalement eu raison de cette inutile tornade. À quelques bouts de toiture près, le paysage artistique a retrouvé la paix relative qui régnait sur la scène municipale avant les discussions budgétaires. Mais à quel prix? Encore une fois, toute la communauté artistique aura dû se rassembler, affûter ses arguments, ressortir ses pancartes pour redire les mille-et-une bonnes raisons pour lesquelles la Ville est fondée de soutenir les arts et les artistes et devrait même en faire davantage. Encore une fois, cependant, après avoir déjà bataillé plusieurs semaines durant la campagne fédérale, la communauté artistique aura dû provisoirement suspendre ses activités, laisser en plan tous ses projets, et abandonner ses priorités, pour faire face à la tempête. Et tout ça, pourquoi? Pour seulement obtenir, en fin de compte, à peine le statu quo!

Quand on sait à quel point les ressources des organismes artistiques et culturels sont comptées, combien les artistes doivent protéger leur temps pour réussir à créer, et, parallèlement, avec quelle insistance les gouvernements demandent aujourd'hui aux uns et aux autres de fournir des «résultats», il y a lieu de se mettre en colère ou de se décourager. Plutôt que de sombrer dans ce sentiment (ce qui est tentant parfois), je crois qu'il est plus intéressant de s'interroger sur cette situation et d'imaginer des moyens qui permettraient au moins de prévenir la prochaine attaque de ce genre.

Aller vers la population

Disant cela, je sais bien que la solution n'est pas évidente. Lors des deux « alertes » de cet automne, tous les arguments possibles (tant économiques que culturels, éducatifs et sociaux) semblent avoir été déployés, soit pour convaincre les politiciens, soit pour sensibiliser la population à l'absurdité de leur position. La Conférence canadienne des arts (CCA) et la Fédération culturelle canadienne-française (FCCF) tiennent à la disposition du milieu de longues listes de faits et de documents qui permettent de soutenir ces différents arguments. Il semble néanmoins que l'argumentation rationnelle ait dans ce cas atteint sa limite.

Y a-t-il d'autres avenues? C'est là, je crois, ce qu'il vaudrait la peine d'explorer, sans attendre, encore une fois, qu'une autre crise se profile... On n'est d'ailleurs pas tout à fait en terrain vierge. Plusieurs forums citoyens — je pense, notamment, à Culture Montréal — réfléchissent depuis des années à des façons de rehausser le profil des arts et des artistes dans la société. Parmi les stratégies qui découlent de ces réflexions, beaucoup proposent d'« aller vers la population » pour la convaincre de l'utilité des arts et déconstruire en même temps l'image (superficielle) qu'elle se fait fausement des artistes.

Au Québec, ces réflexions ont notamment mené aux Journées de la Culture qui, chaque automne désormais, viennent offrir à la population québécoise l'occasion de visiter les organismes artistiques et culturels de leur milieu. Ces Journées n'inventent peut-être pas grand-chose. Elles reprennent, d'une certaine façon, avec une autre ampleur, le principe des fêtes commémoratives — telles la Journée mondiale du Théâtre, la Journée mondiale de la Musique, etc. — qui sont, chaque année, le prétexte à une célébration de la création artistique. Mais leur impact montre qu'elles touchent un point sensible et sont une belle occasion d'ouvrir la population à la fonction de l'art et des artistes dans la société. Il est clair qu'on aurait avantage à multiplier ce genre d'initiatives dans tous les milieux.

Sans doute, des stratégies inverses seraient également possibles. Parmi celles qui ont été souvent lancées dans des caucus cet automne, j'aime beaucoup, je l'avoue, celle d'une « Journée sans art » ou d'une « Grève des artistes »

qui permettrait à la population de mesurer la présence et la portée réelle de l'art dans son quotidien. L'idée, souvent rêvée par les artistes, n'est toutefois pas facile à réaliser. Il faudrait, en fait, une large complicité de toutes les institutions — à commencer par les médias — qui se nourrissent de l'art ou de la création artistique. L'idée paraît donc utopique mais elle vaudrait peut-être la peine d'être aussi explorée.

Un Parti Jaune

Enfin, j'aimerais moi-même lancer une idée qui n'a pas, à ma connaissance, été souvent évoquée. Elle consisterait à prendre modèle sur les environmentalistes pour créer, d'une certaine façon, un parti à la défense des arts. Ce parti, que je baptiserais par défaut le Parti Jaune, aurait pour principale plateforme un programme de financement et de mise en valeur des arts dans lequel on retrouverait les principales revendications du milieu (comme le financement du Conseil des Arts du Canada). Même si ce parti n'aurait, bien sûr, aucune prétention électorale, il pourrait donner au milieu des arts et de la culture le forum et la voix qui lui font présentement défaut.

Malgré les espoirs qu'il nourrissait, le Parti Vert n'a toujours pas réussi à faire élire un candidat aux dernières élections. Son grand mérite, cependant, est d'avoir positionné l'environnement comme un enjeu politique que les grands partis ne peuvent plus ignorer aujourd'hui. Peut-on croire qu'un Parti Jaune pourrait avoir le même effet pour la défense des arts? L'aventure, il me semble, vaudrait la peine d'être tentée...

Marc Haentjens œuvre depuis vingt ans comme chercheur, animateur et consultant en matière culturelle au sein de la francophonie canadienne.